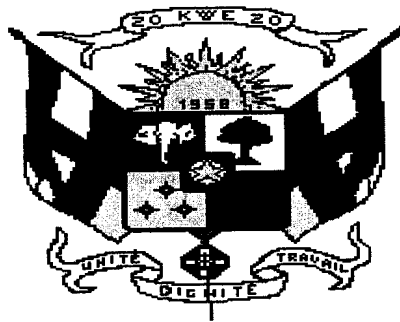


**REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**  
**Unité – Dignité – Travail**

**PRIMATURE**



**DISCOURS**  
**DU PR. FAUSTIN ARCHANGE TOUADERA,**  
**PREMIER MINISTRE, CHEF DU**  
**GOUVERNEMENT**

**A L'OCCASION DE LA CONFERENCE**  
**INTERNATIONALE SUR « LE FINANCEMENT**  
**DU DEVELOPPEMENT »**

Doha, Qatar 29 novembre -2 décembre 2008

- **Monsieur le Président,**
- **Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**
- **Mesdames, Messieurs,**

Le Président de la République, Chef de l'Etat, **Son Excellence le Général d'Armée François BOZIZE**, qui vient de prendre part hier à la cérémonie inaugurale de la conférence de Doha sur le « Financement du Développement », m'a demandé de vous transmettre ses sincères excuses de ne pas être des vôtres, en raison de son retrait justifié par la nécessité de sa présence au pays qui doit commémorer demain le 1er décembre 2008, le

cinquantième de la proclamation de la République Centrafricaine.

Intervenant en son nom, permettez-moi au préalable, de vous remercier, pour l'invitation qui a été adressée à la République Centrafricaine et pour l'accueil chaleureux réservé à notre délégation.

Je voudrais associer ma voix aux félicitations et aux témoignages de haute appréciation formulés à votre endroit.

Je voudrais également remercier le Gouvernement Qatari pour l'accueil chaleureux dont nous avons été l'objet ainsi que pour les bonnes dispositions prises pour un bon déroulement de cette conférence.

Le choix du thème : « **Financement pour le Développement** » procède d'une bonne inspiration.

En effet, en cette ère de Mondialisation et d'avancées technologiques, les espaces de coopération, même les plus solidement établis, doivent faire face à des exigences nouvelles qui appellent des réponses solidaires appropriées.

En vous remerciant de l'honneur fait à la République Centrafricaine, permettez-moi d'insister sur la corrélation entre certains thèmes exposés depuis le début de la conférence.

### **LA QUALITE DE L'AIDE**

L'Aide Publique au Développement demeure une source de financement essentiel pour réaliser les buts et objectif du Programme d'Action des Pays les Moins Avancés (PMA). Aussi importe-t-il d'examiner avec attention ses aspects tant quantitatifs que qualitatifs et les moyens de la coordonner avec efficacité.

Parmi les conditions requises pour atteindre les objectifs convenus, nous voudrions rappeler l'impérieuse nécessité d'une augmentation significative et réelle du volume des ressources

publiques allouées à l'Aide Publique au Développement.

Point n'est besoin de souligner les bénéfices qu'en tirent toutes les parties prenantes, bénéfices mesurés en terme de résultats économiques et sociaux et non uniquement en terme de remboursement des prêts.

C'est de cette manière que nous briserons le cycle de l'accumulation des dettes et éviterons aux générations futures des lendemains difficiles.

C'est le lieu de rappeler notre commune volonté d'impliquer davantage les PMA dans la prise des décisions qui concernent leur développement, que ce soit la coordination de l'aide ou les mesures d'allégement de la dette.

- **Monsieur le Président,**
- **Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**
- **Mesdames, Messieurs,**

## LES FINANCEMENTS INNOVANTS

La question à laquelle nous devons apporter une réponse est bien celle-ci : quelles autres ressources mobiliser dans le cadre de l'Aide Publique au développement et qui ne soient pas seulement d'origine budgétaire ?

C'est tout le sens de la conférence de Doha qui, nous l'espérons, sera une étape décisive dans le raffermissement du consensus autour du financement du développement, seul moyen de promouvoir une mondialisation solidaire

Dans cette quête de ressources nouvelles, il faut rendre un hommage mérité à la France, qui a su montrer la voie à travers la **contribution de solidarité sur les billets d'avion**, prélevée depuis le mois de **juillet 2006**. Cette démarche pionnière est aussi une belle preuve d'engagement qui doit inspirer tous les Etats.

Pour sa part, la République Centrafricaine proposera à l'issue de cette conférence l'organisation des concertations sous-régionales, au sein de la Communauté

Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEMAC), pour l'adoption de mesures entrant dans le cadre des **Financements du Développement**.

Vous pouvez compter sur notre détermination à nous impliquer activement dans ce vaste mouvement solidaire dont nos pays sont les premiers bénéficiaires.

La mise en place de **Nouveaux Mécanismes de Financement du Développement** sera le meilleur témoignage de la capacité de nos Etats à opérer le sursaut indispensable dans la **Lutte contre la Pauvreté**.

Mais le défi ne se résume pas seulement à une mobilisation de ressources, il consiste aussi pour les **Pays en Développement** d'Afrique ou d'ailleurs, à assumer toute leur responsabilité pour une bonne gestion des moyens mis à la disposition de nos Etats. La **Lutte contre la corruption** en est une dimension importante.

- Monsieur le Président,
- Excellences, Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
- Mesdames, Messieurs,

## LES TRANSFERTS DES FONDS DES MIGRANTS

En dépit des fortes restrictions qui continuent à freiner les flux de migrations internationales à la différence des autres composantes de la mondialisation, des réflexions récentes montrent que les liens que les migrants entretiennent avec leurs pays d'origine constituent un facteur d'insertion plus déterminant de ces derniers dans l'économie mondiale. La relation entre les migrations internationales et l'ouverture commerciale ou les investissements directs étrangers apparaît davantage complémentaire que substituable.

Les transferts d'épargne des émigrés, auxquels de nombreux organismes financiers internationaux s'intéressent particulièrement, constituent des apports substantiels et stables pour beaucoup de pays du Sud au moment où

les entrées de capitaux publics et privés sont plutôt fluctuantes voire négatives.

Les retours de migrants hautement qualifiés peuvent, sous certaines conditions (imperfection de l'information sur le niveau de qualification, transferts de technologie vers le pays d'origine), induire un effet positif sur le stock de capital humain des pays de départ.

C'est dire que les migrations internationales, accompagnées des politiques voulues, peuvent être profitables au développement tant dans les pays d'où viennent les migrants que dans ceux où ils arrivent.

La communauté internationale doit se mobiliser pour renforcer l'impact des migrations sur le développement et pour en réduire au maximum les conséquences négatives par les options politiques visant la réduction des coûts d'envoi des fonds des migrants et la facilitation de ces envois, pour ne citer qu'un exemple, afin de contribuer à ce que les migrations profitent davantage à toutes

les parties concernées: pays d'accueil, pays d'origine et migrants, hommes et femmes.

- **Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,**

## UN TRAITEMENT PARTICULIER POUR L'AFRIQUE

En nous engageant à atteindre les **Objectifs du Millénaire pour le Développement**, en **2015**, nous avons suscité de légitimes espoirs dans l'ensemble du **Monde en Développement**.

Nous n'avons pas le droit de le décevoir, sous peine d'aggraver la **fracture Nord-Sud** et de creuser, davantage le fossé au sein de nos propres sociétés, avec des risques incalculables pour la gouvernance et la stabilité des Etats.

Un peu plus de cinq ans après le **Sommet du Millénaire**, il est incontestable que des progrès non négligeables ont été réalisés, mais force est de reconnaître que de nombreux pays, en Afrique et ailleurs, ont une grande partie de

leurs populations qui vit dans l'extrême pauvreté.

Les **Objectifs du Millénaire pour le Développement**, constituent le plus sûr moyen d'accélérer la marche des peuples africains vers le bien-être.

Les Projets de développement dans les Secteurs des OMD, ont besoin de financement stable, adéquat et prévisible dans la durée.

Nous considérons donc la présente Conférence sur le Financement du Développement comme étant une suite logique et complémentaire de la troisième Conférence des Nations Unies sur les PMA en ce sens qu'elle envisage d'impliquer effectivement toutes les institutions internationales de financement du développement, sans exclusive, dans une action de sensibilisation en vue de mobiliser et de transférer les ressources financières adéquates pour la mise en œuvre des engagements convenus à la Conférence de Bruxelles.

**Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,**

**REMBOURSEMENT DE LA DETTE PAR LES  
PMA**

Je voudrais terminer mon intervention en abordant un sujet particulier, qui est celui du remboursement de la dette.

En effet, la dette pèse lourdement sur nos fragiles économies, empêche la croissance économique et le développement. Il est l'une des causes majeures de l'échec des précédents programmes de coopération mis en place pour soutenir les politiques de développement pertinentes de nos pays.

Nous apprécions l'ampleur des mesures d'allègement de la dette adoptées à travers divers mécanismes. Ces mesures, bien qu'importantes, restent encore insuffisantes.

Nos pays ont en effet besoin d'une nouvelle impulsion. A cet égard, notre conviction est que l'annulation rapide et totale de toutes les dettes bilatérales publiques et de toutes les dettes multilatérales de l'ensemble des PMA

serait une contribution à l'éradication de la Pauvreté.

Concomitamment, les actions de financement du développement devront s'intensifier et comporter davantage d'éléments de **DONS QUE DE PRETS.**

C'est pourquoi, nous lançons un appel à la Communauté Internationale, notamment aux pays les plus développés et en particulier au G8, afin qu'ils accroissent sensiblement leurs contributions aux institutions multilatérales, notamment à l'Association Internationale de Développement (IDA) du groupe de la banque mondiale, au Fonds Africain de Développement, à toutes les banques régionales ou sous régionales de financement du développement.

**Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,**

Tout en reconnaissant que nos pays sont essentiellement dépendants de l'Aide Publique au Développement, nous continuerons d'œuvrer pour attirer d'autres flux de ressources extérieures provenant soit des investissements étrangers directs ou des revenus

de nos exportations sur des marchés que nous souhaitons plus équitables.

Les Investissements Etrangers Directs dans les PMA sont faibles. Les mesures visant à les attirer constituent des éléments importants de nos stratégies nationales de développement qu'il convient cependant d'appuyer par le financement des infrastructures de base indispensables à la réduction du coût des investissements.

De même, nos exportations devraient nous permettre d'obtenir des ressources substantielles, outre celles que procurent l'Aide Publique au Développement et les apports de capitaux privés.

Aussi lançons-nous un appel à la Communauté Internationale pour que les mesures adoptées à Bruxelles en faveur de tous les PMA soient mises en œuvre sans délai.

**Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,**

Cette conférence de Doha ne doit pas être considérée comme isolée et déconnectée des

conférences passées ou à venir. Ses conclusions doivent contribuer à la mise en œuvre effective des engagements pris au Sommet du Millénaire et ceux qui sont mentionnés dans le Programme d'Action de Bruxelles en faveur des PMA. Il est donc primordial que les processus de suivi aussi bien de la Conférence de Bruxelles que de celle de Doha soient bien coordonnés et que le développement de l'ensemble des PMA ainsi que les questions de ressources financières y relatives soient conséquemment examinées.

**Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,**

Je viens de m'adresser devant cette conférence comme un représentant d'un Pays Moins Avancé de la planète.

Je demande aux Pays Industrialisés de faire en sorte que le nombre des membres de notre groupe soit réduit à la prochaine conférence parce que certains d'entre eux auront changé de catégorie grâce à leurs efforts et à leur soutien.

A l'occasion des différentes conférences internationales, nous avons fait les déclarations

pertinentes. Il ne nous reste plus qu'à passer aux actes. Nous en avons les moyens. Si nous nous armons d'une ferme volonté d'agir, dans la solidarité, alors s'ouvrira l'ère tant souhaitée d'un véritable partenariat.

Je vous remercie de votre aimable attention.